



SEANCE DU BUREAU DU 5 MARS 2020
DECISION N° 2020-054- DB

Date d'affichage : 6 mars 2020		Le cinq mars deux mille vingt à 14 heures 00, les membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le vingt sept février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents:	19	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	3	Présents : (19)
dont pouvoir(s) :	2	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Sophie SARAMITO, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	21	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (3)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Anatole MICHEAUD, Jean-Luc LHEMANNE
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (2)
		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Jean-Luc LHEMANNE à Sophie TUBIANA
		Absent(s) : (1)
		Rodolphe MIRANDE

CONVENTION AVEC L'ÉCO-ORGANISME ECOTLC POUR LA FILIÈRE TEXTILE

La filière des textiles usagés fait l'objet d'une Responsabilité Élargie du Producteur (REP). L'agrément de l'éco-organisme Eco TLC a été renouvelé pour la période 2020-2022 par les pouvoirs publics pour gérer cette REP à l'échelle nationale. Cette filière concerne tous les Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures (TLC) usagés.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la collecte des TLC usagés est assurée par des acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire, soit en apport direct auprès de ces structures, soit par des bornes à textile disposées dans les communes ou sur les déchèteries. Cette collecte permet de détourner une partie des déchets ménagers et de les valoriser.

La Communauté d'Agglomération souhaite poursuivre le partenariat engagé avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire qui assurent cette collecte, dans un objectif de réduction des déchets. Ainsi, il est proposé de renouveler la convention avec Eco TLC pour la filière textile.

EcoTLC propose aux collectivités en charge de la gestion des déchets de pouvoir accompagner les collectes de TLC organisées sur leur territoire. L'objet de la convention présentée est de permettre, grâce à une meilleure information des citoyens et une meilleure coordination de la collecte, le détournement des TLC Usagés du flux des ordures ménagères.

La convention prévoit que les collectivités bénéficient :

- de la mise à disposition d'un extranet spécifique (conventionnement, échanges entre les 2 parties, base de données techniques),
- de la mise à disposition d'outils techniques, juridiques et de communication (guide pratique, kit de communication, éléments de signalétique...),

La collectivité s'engage à :

- coordonner la collecte des TLC en partenariat avec les détenteurs de PAV (identification, occupation du domaine public, communication harmonisée),
- réaliser des actions de communication favorisant la collecte séparée des TLC.

La convention prend effet au 1^{er} janvier de l'année de signature. Son échéance est fixée au 31 décembre 2022, date de fin d'agrément d'EcoTLC.

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du Conseil municipal, d'autre part au Maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée et modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

Vu l'avis de la Commission Environnement, Déchets et Transition énergétique du 27 février 2020 ;

Considérant le partenariat engagé avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire qui assurent la collecte des TLC, dans un objectif de réduction des déchets ;

Aussi, il est proposé au Bureau Communautaire :

- **D'APPROUVER** la convention avec l'éco-organisme EcoTLC, qui fixe les modalités de coordination de la collecte des TLC et le soutien financier pour la communication, pendant la durée d'agrément de l'éco-organisme dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2022 ;
- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de l'environnement, des déchets et de la transition énergétique à signer électroniquement ladite convention et tout acte s'y rapportant ;
- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de l'environnement, des déchets et de la transition énergétique à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 21 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1^{er} trimestre 2020



Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers – 7.10.6 Autres
-------------------	--------------------	-----------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »